

LES ACTEURS DE LA TRANSITION JUSTE

N°3 LES TERRITOIRES ET COMMUNAUTÉS LOCALES

Ce troisième article de notre série intitulée «Les acteurs de la Transition Juste» souligne la nécessité pour les établissements financiers d'intégrer les préoccupations des territoires et des communautés locales dans le cadre de leurs stratégies de Transition Juste.

La prise en compte des enjeux des territoires et des communautés locales est essentielle pour que la transition soit juste, c'est-à-dire choisie et équitable et non subie par le plus grand nombre. Au regard des disparités économiques, sociales et environnementales observées localement, certains seront plus affectés que d'autres. De nombreux territoires sont déjà socialement fragilisés par la transition énergétique, en particulier ceux structurés autour des énergies fossiles. Pour être juste, la transition doit ainsi s'intéresser à ses conséquences pour chaque territoire, afin de tirer profit de sa géographie, de ses atouts économiques et sociaux et de ses spécificités pour créer de nouvelles opportunités là où des emplois actuels sont menacés. Pour les investisseurs, le défi consiste à financer des projets dans les territoires les plus touchés mais aussi à intégrer les communautés locales en tant qu'acteurs à part entière de la transition.

En collaboration avec La Banque Postale, *Finance for Tomorrow* dresse un état des lieux des principaux besoins de financement d'une Transition juste pour les communautés locales, et présente des outils pour intégrer cet enjeu dans les stratégies d'investissement. Dans cet article, la Place financière de Paris s'engage à :

- Promouvoir le développement et l'innovation autour de véhicules financiers intégrant des objectifs environnementaux et sociaux à travers plusieurs classes d'actifs
- Encourager le dialogue entre entreprises et investisseurs sur ce sujet
- Promouvoir le dialogue avec les collectivités territoriales ainsi que les synergies entre les secteurs publics et privés

Ces réflexions et propositions s'inscrivent aussi dans le contexte de la COP26 où la Coalition d'engagement de *Finance for Tomorrow* «Investors for a Just Transition» aura l'objectif de promouvoir à l'international une transition socialement acceptable vers des économies bas-carbone.

INTRODUCTION

L'objectif d'une «transition juste» a été inscrit en 2015 dans l'Accord de Paris sur le changement climatique. Il vise à rendre la transition vers des économies bas-carbone équitable pour toutes les parties prenantes : travailleurs, consommateurs, communautés locales et la société dans son ensemble. Dans ce papier, nous souhaitons explorer l'impact de cette transition sur les communautés locales, que nous définissons comme des groupes de personnes occupant un même territoire et confrontés à des problèmes communs.

L'atteinte de l'objectif européen de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 55% d'ici 2030¹ suppose une transition rapide qui aura des conséquences concrètes sur les territoires et la vie des communautés qui les habitent. Pour les acteurs politiques et économiques, intégrer les enjeux locaux dans leur stratégie globale de lutte contre le changement climatique est une difficulté majeure. La prise en compte des territoires et des communautés locales est pourtant essentielle pour que la transition soit juste, c'est-à-dire choisie et non subie par le plus grand nombre.

Au regard des situations – et des disparités – économiques, sociales et environnementales observées à l'échelle des territoires, certains seront plus affectés que d'autres. Certains sont déjà socialement fragilisés par la transition énergétique, en particulier ceux structurés autour des énergies fossiles. En Europe de l'Est par exemple, les régions minières de Śląskie (Pologne), Zagora et Sliven (Bulgarie) sont exposées à la perte de 39 000 emplois d'ici 2030.² Cette hétérogénéité territoriale face aux risques sociaux de la transition existe tant à l'échelle européenne que nationale. Pour être juste, la transition doit ainsi s'intéresser aux conséquences qu'elle aura sur chaque territoire. De cette manière, il sera possible de tirer profit des spécificités liées aux géographies et aux atouts économiques et sociaux, afin de créer de nouvelles opportunités là où des emplois actuels sont menacés. On peut notamment citer les opportunités liées à l'énergie propre, l'utilisation durable des terres et du capital naturel, la reconversion des industries vers des modèles bas carbone, le développement d'une mobilité propre ou la rénovation énergétique des bâtiments.

Le défi pour les investisseurs consiste à financer des projets dans les territoires les plus touchés mais aussi à intégrer les communautés locales en tant qu'acteurs à part entière de la transition. Aujourd'hui, peu d'outils existent pour concilier impact social et impact environnemental. Dans cet article, le troisième de notre série intitulée «Les acteurs de la Transition Juste», nous proposons de dresser un état des lieux des principaux besoins de financement d'une transition juste pour les communautés, puis nous présentons des outils pour intégrer cet enjeu dans les stratégies d'investissement.

1 Par rapport au niveau de 1990

2 EPSON, Policy Brief, Structural change in coal phase-out regions, Novembre 2020
<https://www.espon.eu/structural-change>

1/ LES TERRITOIRES DANS LA TRANSITION JUSTE

Les principales sources d'émissions de gaz à effet de serre dans le monde sont la production de chaleur et d'électricité (25%), l'agriculture, sylviculture et utilisation des sols (24%), l'industrie (21%), les transports (14%), les autres productions d'énergie (10%) et les bâtiments (6%)³. Pour ces secteurs, les plus directement concernés par la transition, des questions d'ordre social émergent immédiatement: comment retrouver un emploi dans sa région lorsque qu'une industrie polluante disparaît? Comment chauffer sa maison si les taxes sur le fioul augmentent? Comment se déplacer sans voiture thermique dans les territoires isolés?

Apporter des réponses à ces questions est essentiel pour emporter l'adhésion la plus large et faire des communautés locales des alliées de la transition, parce que les difficultés qu'elle entraîne seront maîtrisées et parce que les bénéfices seront visibles et significatifs pour les communautés locales. Aux côtés des politiques publiques, **les entreprises créatrices d'emploi et les investisseurs qui financent entreprises et infrastructures ont un rôle décisif à jouer, en développant des solutions concrètes sur les territoires concernés.**

AGRICULTURE ET UTILISATION DES TERRES

Les terres agricoles sont en première ligne face aux conséquences du changement climatique au regard de la multiplication des sécheresses, des inondations et des épisodes extrêmes (gel, grêles, etc). Témoin du changement climatique, le secteur agricole et forestier occupe une place centrale dans la transition puisqu'il est à la fois émetteur et capteur de gaz à effet de serre. Si les enjeux climatiques liés à l'agriculture et l'utilisation des terres sont élevés, **la transition ne doit pas négliger les enjeux sociaux spécifiques au monde rural**: déclin démographique, disparition d'exploitations, retrait des services publics, malaise social.

L'agriculture industrielle, très consommatrice d'engrais et de pesticides, a permis d'importants gains de productivité mais elle est fortement émettrice de gaz à effet de serre et épuise les ressources naturelles. **La transition vers une agriculture durable pourrait, selon la communauté scientifique, offrir le même rendement tout en diminuant l'empreinte écologique**⁴. La conversion des exploitations suppose d'importants coûts initiaux. C'est ici que les acteurs financiers peuvent intervenir pour accompagner les agriculteurs vers une forme d'agriculture durable et génératrice d'emplois. Un bon exemple est le **fonds pour l'agroécologie Alter'NA** de la Région Nouvelle Aquitaine monté avec le Crédit mutuel, la Banque populaire et le Crédit agricole, qui a généré 230 M€ de prêts. Les agriculteurs qui souhaitent financer des projets agro-environnementaux (diversification de la production, construction d'éco-serre, sortie des pesticides...) peuvent solliciter ce fonds pour bénéficier d'une garantie sur leur prêt bancaire.

Au-delà se pose la question de l'utilisation des sols et des ressources naturelles, et de l'impact des activités économiques sur les paysages et le cadre de vie. Toute nouvelle infrastructure (transport, énergie, réseaux, tourisme, etc.) présente à la fois un intérêt général et un impact pour les communautés et la biodiversité riveraines. Ces impacts doivent être pris en compte par les entreprises et les investisseurs. L'exemple de

³ IPCC 2014, The Working Group III contribution to the IPCC's Fifth Assessment Report (AR5)
https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/ipcc_wg3_ar5_full.pdf

⁴ IAASTD «Une expertise internationale qui marque un changement de paradigme pour l'agriculture et le développement», 2009
<https://agriculture.gouv.fr/telecharger/63683?token=62667aa450117e-de37e9b1e68795db98c8712b307770f170cacf8b1e16293fb3>

l'installation des éoliennes, source de nombreuses hostilités notamment sur le thème du «not in my backyard»⁵ illustre bien la nécessité du dialogue avec les communautés.

La question de l'équilibre entre développement économique et respect du territoire se pose notamment pour les îles, littoraux ou régions montagneuses où le capital naturel constitue à la fois une richesse et un facteur de risque s'il est surexploité.

Des acteurs, tels que la Banque des Territoires, conscients de ce risque, évaluent le niveau de soutenabilité locale avant d'octroyer des financements pour une infrastructure. C'est cette connaissance des territoires et des enjeux qui leurs sont propres qui permet de réaliser des investissements adaptés aux besoins locaux et perçus comme utiles par les communautés.

RECONVERSION DES TERRITOIRES

L'industrie et l'énergie sont au cœur des problématiques de transition juste. Alors que les plans nationaux pour réduire la part des énergies fossiles se multiplient, des communautés entières sont mises sous pression. C'est notamment le cas dans l'Est de l'Europe. A Ida Viru, en Estonie, dans une région largement consacrée à l'exploitation des schistes bitumineux, 1000 emplois ont été supprimés en 2020, et 16000 personnes vivent dans des foyers dépendant du secteur⁶. Cette situation est tout à fait emblématique de la façon **dont des décisions globales entraînent un impact concentré sur un territoire limité et peuvent mettre en péril l'avenir de communautés entières.**

Dans notre première publication, nous avons exposé des pistes pour l'intégration des travailleurs dans la transition juste.⁷ Parallèlement à la question de l'emploi se pose la question du soutien aux communautés et de la conversion des territoires. Des entreprises commencent à intégrer ces aspects dans leurs stratégies. C'est le cas d'Iberdrola qui a adopté le concept de transition juste. Lorsque les centrales à charbon de Lada et Velilla ont fermé, Iberdrola a initié des

projets de transformation verte dans ces régions.⁸ Ces projets incluent des investissements dans les énergies renouvelables, dans la R&D et des achats aux entreprises locales qui ont permis de sauvegarder l'emploi. L'entreprise a aussi lancé une plateforme citoyenne visant à accompagner et à former les ex-employés du charbon à de nouveaux métiers.

Si la transition est écologique, elle est aussi numérique et la connectivité joue un rôle majeur pour l'accès des territoires à l'emploi, aux services et à l'information. Là où les emplois facilement automatisables disparaissent, les investissements dans la formation numérique et la connectivité doivent permettre au plus grand nombre de bénéficier des opportunités numériques. Le plan de relance français prévoit par exemple un investissement de 250 millions d'euros pour l'inclusion numérique et le recrutement de 4000 conseillers numériques déployés sur tout le territoire. Ce programme⁹ est mené par la Banque des Territoires qui anime le réseau et verse des subventions aux structures qui accueillent les conseillers. La Banque Postale renforce également ses actions d'accompagnement des clients éloignés du numérique avec le lancement de la première communauté de l'inclusion bancaire numérique en partenariat avec la start up sociale WeTechCare. L'objectif est de sensibiliser et former la communauté des 7000 aidants numériques référencés sur la plateforme «Les Bons Clics» de WeTechCare.

Ainsi, entreprises et investisseurs peuvent contribuer à la transition juste en ciblant leurs investissements dans des régions historiquement dépendantes des énergies fossiles ou d'industries intensives en carbone. Ce ciblage géographique doit s'accompagner d'objectifs extra-financiers pour s'assurer que les investissements profitent aux communautés locales. **Les études menées sur la transition juste soulignent notamment l'importance des investissements de long-terme et de la formation pour diversifier l'activité vers des secteurs plus porteurs et plus durables.**¹⁰ Les acteurs financiers ont donc intérêt à concevoir leurs financements avec les entreprises, les élus locaux et les pouvoirs publics pour intégrer les questions de formation, de mobilité professionnelle et de dynamisme territorial.

5 The Energy Journal, «Drivers of People's Preferences for Spatial Proximity to Energy Infrastructure Technologies: A Cross-country Analysis», Jason Harold, Valentin Bertsch, Thomas Lawrence, Magie Hall

<http://www.iaee.org/en/publications/ejarticle.aspx?id=3703>

6 Coal Transitions, Towards a Just Transition – Ida-Virumaa Regional Fact Sheet, Mars 2021

<https://coaltransitions.org/news/towards-a-just-transition-ida-virumaa-regional-fact-sheet/>

7 Finance for Tomorrow, Intégrer les travailleurs dans les cadres d'investissement et de financement

<https://financefortomorrow.com/actualites/publication-les-acteurs-de-la-transition-juste-1/>

8 Iberdrola completes the closure of its coal plants and moves towards green transformation

<https://www.iberdrola.com/sustainability/thermal-power-plants-closing-against-climate-change>

9 Ministère de l'économie, des finances et de la relance

<https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/inclusion-numerique-recrutement-conseillers-numeriques>

10 "Systematic Review Of The Key Elements Of A Just Transition For Fossil Fuel Workers", Sandeep Pai, Kathryn Harrison

MOBILITÉ PROPRE

La mobilité des personnes est un facteur clé de liberté individuelle, d'accès à l'emploi, de lien entre les territoires et d'attractivité. Alors que l'UE prévoit d'interdire la vente de véhicules thermiques d'ici 2035, la mobilité fait l'objet d'une transition rapide qui cristallise des revendications sociales comme l'ont montré notamment les manifestations des gilets jaunes. Ainsi, la transition vers une mobilité propre soulève des enjeux de pouvoir d'achat pour le consommateur¹¹ mais aussi des enjeux d'aménagement et d'égalité territoriale. En effet, les recherches montrent que la mobilité physique est étroitement liée à la mobilité sociale et que les transports jouent un rôle essentiel pour la qualité de vie des communautés et l'attractivité des territoires.

La voiture est aujourd'hui le moyen de transport majoritaire et structurant hors des métropoles, 74% des actifs l'empruntent quotidiennement pour se rendre au travail¹². L'absence de transports en commun dans les territoires ruraux crée une véritable dépendance à la voiture. Pour être juste et acceptée, la transition doit permettre aux habitants notamment ruraux de se déplacer avec la même facilité et sans coût supplémentaire. **Trouver une alternative bas carbone aux voitures thermiques est un défi majeur qui requiert de l'anticipation et des investissements dans les infrastructures (transports en commun, bornes de recharge électriques...) et dans des industries innovantes telles que celle des batteries.** Si les pouvoirs publics sont responsables des transports en communs, le secteur privé a un rôle à jouer pour diffuser les innovations. On peut citer les constructeurs automobiles comme Renault qui avec Envision installe une usine de batteries à Douai avec 2500 nouveaux emplois créés d'ici 2030. Sur les infrastructures aussi, le secteur privé investit: Ionity, la Joint Venture entre BMW, Mercedes, Ford et Volkswagen, a déjà installé 358 stations de recharge sur les grands axes routiers européens.

Face aux risques de désindustrialisation et de perte d'emplois lié à l'abandon des moteurs thermiques, l'électromobilité porte de nombreuses opportunités. **Selon la Fondation Nicolas Hulot¹³, jusqu'à 15 000 emplois dans la production de batteries, 9000 dans le recyclage, 5700 dans le rétrofit (conversion d'un véhicule thermique en électrique) pourraient être créés dans la décennie en France.** Le scénario de transition juste proposé par la Fondation repose

notamment sur la restructuration de l'appareil productif du secteur autour de l'électromobilité pour maintenir l'activité industrielle en France. Des territoires comme les Hauts de France, fragilisés par la désindustrialisation et la sortie des énergies fossiles, pourraient devenir les nouveaux grands pôles de l'électromobilité. L'ADEME¹⁴ estime que les emplois créés dans le transport collectif de passagers et les bornes de recharge vont largement compenser les pertes d'emplois liées à l'abandon des véhicules thermiques (fret, entretien...) au niveau régional. **La transition juste dans le secteur des transports fait donc face à trois enjeux: réduire l'empreinte carbone tout en préservant les emplois du secteur et en ne laissant aucun territoire sans solution de mobilité.**

RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS

Le secteur du bâtiment représente une part importante des émissions au niveau mondial: 38% du total des émissions mondiales de CO₂ liées à l'énergie.¹⁵ La décarbonation du secteur est donc essentielle à l'atteinte de la neutralité carbone à horizon 2050. L'UNEP estime que les émissions CO₂ des bâtiments doivent être réduites de moitié d'ici 2030 pour atteindre cet objectif. Les solutions de rénovation existent, pourtant en France près de 5 millions de logements sont mal isolés («passoires énergétiques») et 3,8 millions de ménages ont des difficultés à payer leur facture de chauffage.¹⁶ Ces chiffres illustrent à la fois la dimension écologique et sociale de la rénovation énergétique des bâtiments. Investir dans l'efficacité énergétique, c'est supprimer des émissions et des dépenses pour les ménages.

Les programmes de relance actuels sont l'occasion de créer une nouvelle dynamique qui peut créer des emplois, stimuler l'activité économique et activer les chaînes de valeur locales. Dans le cadre de son plan de relance durable, **l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) estime que jusqu'à 30 emplois dans le secteur manufacturier et la construction seraient créés pour chaque million de dollars investi dans la modernisation ou les mesures d'efficacité dans les nouvelles constructions.** Le plan France Relance par exemple fait de la rénovation énergétique de logements privés et bâtiments publics l'un des secteurs prioritaires et y consacre 6,2 milliards d'euros sur deux ans.

11 Finance for Tomorrow, Les consommateurs
https://financefortomorrow.com/app/uploads/2021/06/F4T_Les-acteurs-de-la-Transition-Juste-2_Les-consommateurs.pdf

12 Insee, La voiture reste majoritaire pour les déplacements domicile-travail, même pour de courtes distances
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/5013868>

13 Fondation Nicolas Hulot, «Comment relever le défi d'une transition juste», Juillet 2021
<https://www.fondation-nicolas-hulot.org/automobile-notre-scenario-pour-transition-juste/>

14 ADEME, «Enjeux énergétiques et emplois en Hauts-de-France», Mai 2018

15 AIE, 2020 GLOBAL STATUS REPORT FOR BUILDINGS AND CONSTRUCTION, Décembre 2020
<https://globalabc.org/news/launched-2020-global-status-report-buildings-and-construction>

16 Ministère de la Transition Ecologique, Juin 2021
<https://www.ecologie.gouv.fr/renovation-energetique>

Le secteur privé joue déjà un rôle majeur dans l'investissement, le sujet de l'efficacité énergétique s'impose sous la forme de normes et de notations écologiques pour la construction et l'exploitation des bâtiments. Les labels HQE, LEED ou BREEAM sont autant de garanties qui permettent aux investisseurs de diriger leurs investissements vers des projets combinant qualité de vie et sobriété énergétique. Les projets dans le bâtiment participent au développement et à l'attractivité des territoires. C'est le cas des projets de «smart city» comme celui conclu entre Toulouse Métropole et EDF. Le territoire bénéficie d'innovations techniques comme un système d'éclairage public adaptatif alors qu'une école de la deuxième chance permet de former des personnes éloignées de l'emploi autour des technologies du numérique.

Ces projets innovants permettent de réduire drastiquement les émissions d'un quartier ou d'un territoire en tirant le meilleur de ses caractéristiques énergétiques. Il est toutefois important de noter que les investissements sont surtout concentrés sur les nouvelles constructions mais assez peu sur la rénovation des logements individuels, qui constituent le principal enjeu.

2/ INTÉGRER LES TERRITOIRES DANS LES CADRES DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

La transition juste doit s'appuyer sur le consensus local pour être en phase avec les besoins des communautés et les spécificités des territoires. Une fois ce dialogue établi, se pose naturellement la question du financement de la transition. Il est important de comprendre dans ce contexte comment les acteurs financiers peuvent intégrer la dimension territoriale et les communautés dans leurs stratégies.

La transition crée des risques et des opportunités qui se traduisent en besoins financiers et nécessitent la mobilisation du capital privé. Le secteur financier a un rôle fondamental à jouer pour diriger le capital vers des projets qui contribuent à une transition réussie et donc juste pour les communautés locales et l'ensemble des territoires. Dans ce chapitre, nous examinerons comment les cadres de financement et d'investissement peuvent être adaptés pour garantir l'équité sociale et les équilibres géographiques dans la transition.

UN PLAN GLOBAL EUROPÉEN POUR ENCLANCHER DES DYNAMIQUES LOCALES

L'UE s'est pleinement saisie de la question de la transition juste et sensibilise l'ensemble des acteurs aux conséquences sociales de la transition. Au-delà de cette exercice politique et pédagogique, **la Commission a élaboré un ambitieux plan financier¹⁷ avec le Fonds pour la transition juste.** Ce fonds d'un montant total de 17,5 milliards d'euros sur quatre ans (2021-2024) vise à amortir les effets notamment économiques de la transition climatique pour les régions européennes les plus touchées. En France par exemple, les territoires sélectionnés sont les Hauts de France et les Bouches du Rhône. Le dispositif InvestEU et des prêts par la Banque Européenne d'Investissement (BEI) financeront des projets de transition juste sur l'ensemble du territoire européen. L'enjeu pour

l'Europe est double : faire effet de levier et mobiliser 100 milliards d'euros de financement public et privé au service de la transition juste et atteindre les territoires les plus fragiles, y compris les petites collectivités.

Deux types de territoires sont notamment visés :

- **les territoires dépendant des activités vouées à disparaître** (charbon, sables bitumineux...). Ici, les plans de transition juste visent à créer des opportunités nouvelles en transformant des mines en projet éoliens par exemple. Il s'agit plus largement de diversifier l'économie et d'offrir des perspectives de reconversion aux ex-employés des énergies fossiles.

- **les territoires où des industries très émettrices** (ciment, papier...) doivent se transformer avec le soutien de l'Union européenne. Des financements d'innovation ou d'infrastructure peuvent permettre à une industrie de réaliser sa transition en préservant l'emploi.

Ainsi, les financements de l'UE sont destinés tant à la promotion du capital humain (formation, compétences digitales ou techniques...) que physique avec des infrastructures vertes génératrices d'emploi. Enfin, l'UE souhaite aussi promouvoir l'entrepreneuriat local et l'innovation pour créer une dynamique territoriale positive.

Un aspect essentiel de ce plan européen est l'obligation de consulter les acteurs locaux et de les associer à la mise en œuvre des projets. Par exemple en Roumanie, où il n'existait pas de regroupement d'acteurs locaux, une structure associant municipalités et syndicats a été créée. Cette démarche a pour but d'ancrer le principe de transition juste dans tous les territoires et que les initiatives soient gérées au plus proche des communautés concernées. Le plan financier s'accompagne donc de la mise en place de plateformes régionales et européennes pour que les acteurs puissent préparer un plan de transition et décider du futur de leur territoire.

Dans ce cadre, les acteurs financiers privés ont deux rôles essentiels à jouer.

- Dans un premier temps, **financer les projets de transition déjà matures** et rentables qui ne nécessitent pas de consensus supplémentaire ;

¹⁷ EU Funding Overview, Just Transition Fund (JTF) – Just Transition Mechanism
<https://eufundingoverview.be/funding/just-transition-fund-jtf-just-transition-mechanism>

● Dans un second temps, **financer les nouvelles opportunités économiques** créées par les projets de transition décidés localement et amorcés grâce aux financements européens.

Certains indicateurs permettent tant aux pouvoirs publics qu'aux investisseurs de cibler et de mesurer l'impact des projets financés. On peut citer évidemment le nombre et la qualité des emplois créés. D'autres indicateurs tels que les revenus fiscaux locaux et l'inégalité de revenus permettent de mesurer à la fois le dynamisme économique d'un territoire et le caractère juste de l'activité créée.

Si l'UE n'a pas vocation à financer des profits elle peut enclencher cette dynamique vertueuse et avec la mobilisation d'acteurs privés garantir une plus grande équité entre les territoires. **Les acteurs publics et le monde privé ont donc un rôle complémentaire à jouer** et il est essentiel que des projets financés par le privé émergent. Engie et Total, par exemple, développent la plus grosse unité de production d'hydrogène vert de France, sur le site de la bioraffinerie de la Mède dans les Bouches-du-Rhône.

LA PRISE EN COMPTE DES COMMUNAUTÉS LOCALES ET DES TERRITOIRES DANS LES CADRES D'INVESTISSEMENT

SUR DES PROJETS

La construction d'une infrastructure peut s'accompagner d'oppositions locales voire de recours juridiques. Le porteur de projet est en première ligne pour répondre aux inquiétudes et apporter des solutions, mais **le financeur, également concerné au premier chef par la réussite du projet, a la possibilité d'intégrer les problématiques territoriales en amont**. C'est le cas de la Banque des Territoires qui réalise des prêts aux collectivités et investit dans l'aménagement du territoire. La Banque prend en compte la bonne acceptation locale du projet dans ses critères d'investissement et dialogue avec les élus locaux. Pour s'assurer que les projets s'inscrivent durablement dans le territoire et soient juste socialement, la banque mène une analyse projet par projet. Parmi les indicateurs étudiés figurent le nombre d'emplois créés, le nombre de locaux raccordés au très haut débit, l'impact sur la biodiversité, etc. Cette grille d'analyse qui inclut

les enjeux de transition juste permet d'intégrer les questions territoriales et sociales dans le processus d'investissement avant qu'elles ne soient source d'opposition locale.

Un autre défi majeur pour le financement de projets portés à l'échelle locale est la difficulté d'accéder aux ressources de la finance verte pour des petites communes. Pour pallier ce problème, La Banque Postale a par exemple décidé, en lien avec son partenaire la Société de financement local (SFIL), de lancer en juin 2019 des **prêts verts** destinés à financer des projets à fort impact environnemental comme la valorisation des déchets, la rénovation énergétique des bâtiments publics ou encore la mobilité écologique (transports propres). Ces prêts d'un montant minimum de 500 000 euros refinancés par des obligations vertes ont permis aux communes de toutes tailles d'accéder à la finance verte alors qu'autrefois elle était réservée aux grands émetteurs sur les marchés obligataires.

DANS DES ENTREPRISES

Les entreprises, par les emplois qu'elles créent et les services qu'elles proposent sont une pièce essentielle du développement des territoires. Toutefois, la mesure de leur implication dans des projets à retombées positives pour les territoires et communautés n'est aujourd'hui pas systématique. En effet, **la thématique des territoires est moins mature que d'autres** et les informations qui existent dans les rapports extra-financiers sont encore granulaires et peu comparables. A ce sujet, des fournisseurs de données proposent des indicateurs qui agrègent des informations relatives aux enjeux territoriaux. La Banque Postale Asset Management (LBPAM) fait du développement des territoires un axe fort de sa politique ESG au travers de **l'approche GREaT** (Gouvernance, Ressources, Energie et Territoire). Cette approche valorise les entreprises qui aident à la promotion de l'emploi et de la formation, à la création et au développement d'activités locales. Cet outil d'analyse est utilisé dans le processus d'investissement au même titre que des critères ESG plus classiques. Pour construire un score «Développement des Territoires», LBPAM combine des indicateurs de différents fournisseurs de données couvrant : l'engagement et l'investissement dans projets socio-économiques locaux, la prise en compte des impacts sociaux et économiques de leurs activités, la promotion de l'accès au numérique et la gestion des restructurations.

La Banque Postale Asset Management : Quelques critères d'analyse liés aux territoires

Gestion maîtrisée des restructurations	Le critère porte sur l'engagement de l'entreprise à assurer, de façon concertée et tangible, la prévention des licenciements et l'effectivité de mesures collectives et individuelles appropriées au maintien en activité ou au reclassement de ses collaborateurs lors de ses restructurations (cession d'activité, fusion-acquisition, réorganisation).
Engagements en faveur du développement économique et social du territoire d'implantation	Le critère porte sur l'engagement de l'entreprise à contribuer durablement aux progrès économiques et sociaux des territoires d'accueil par le biais de l'optimisation des retombées économiques locales liées à son activité : investissements locaux, politique de promotion de l'emploi local, transferts de technologies et compétences, et prise en compte des impacts des restructurations sur le bassin d'emploi local.
Accès aux communications	Le critère évalue comment les entreprises tirent parti des opportunités de croissance sur les marchés historiquement fragiles, y compris les pays en développement et les populations vulnérables dans les pays développés (comme les zones rurales et les personnes âgées). Les entreprises ayant des activités considérables dans les pays en développement obtiennent les meilleurs scores, et celles dont les activités importantes sont axées sur l'élargissement de l'accès aux communications par le biais d'initiatives pertinentes et d'efforts philanthropiques. Les entreprises axées principalement sur les pays développés et les populations bien desservies obtiennent des scores plus faibles. (Score : 0-10)
Prise en compte de l'impact sociétal attaché aux produits / services développés par l'entreprise	Le critère porte sur l'engagement de l'entreprise à formuler et déployer des initiatives volontaires afin de prendre en compte l'impact sociétal attaché à son produit ou service.

DES OUTILS THÉMATIQUES DÉDIÉS

Les enjeux écologiques sont au cœur de la transition juste au même titre que les enjeux sociaux. En matière de transition juste, la question du respect de la biodiversité est importante. **Si l'on peut mesurer les émissions de CO₂, il est aussi capital de développer des outils dédiés à la mesure de l'impact des entreprises et investissements sur la nature qui fait la richesse de nombreux territoires.**

C'est dans cette perspective qu'il est intéressant pour les investisseurs de ne pas se limiter aux objectifs carbone et sociaux mais de prendre en compte les objectifs de préservation du capital naturel dont dispose chaque territoire. Aujourd'hui les investisseurs

sont mal pourvus en indicateurs efficaces et convergents sur ces enjeux. Pourtant des méthodologies se développent pour permettre d'intégrer cette dimension dans une stratégie d'investissement. Par exemple, sur le thème essentiel de la biodiversité, la CDC Biodiversité a mis au point un **Global Biodiversity Score** qui établit un lien quantitatif entre l'activité d'une entreprise et ses impacts sur la biodiversité à travers les chaînes de valeurs. Cet outil est déjà utilisé par certains gérants d'actifs pour mesurer l'impact global de leur portefeuille sur la biodiversité. A terme, il pourrait être territorialisé et permettre une analyse fine de l'impact territorial. Ce type d'outils doit permettre au secteur privé de mieux mesurer l'impact de son activité sur les territoires et les communautés, et donc d'agir en faveur de leur vitalité, tant économique que sociale et environnementale.

3/ LA PLACE FINANCIÈRE DE PARIS : PRENDRE L'INITIATIVE POUR INTÉGRER LA QUESTION DES TERRITOIRES ET DES COMMUNAUTÉS

Le sujet des territoires et des communautés est au cœur des problématiques de la transition juste que souhaite porter la place financière de Paris. L'engagement des acteurs financiers en faveur de la transition doit permettre l'élaboration d'une feuille de route claire. Ainsi, la Place financière de Paris s'engage à :

PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT DES VÉHICULES FINANCIERS INTÉGRANT À LA FOIS DES OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX À TRAVERS PLUSIEURS CLASSES D'ACTIFS

La transition des territoires vers une économie décarbonée qui ne laisse de côté aucune communauté exige des financements importants. Alors que la finance verte a connu un développement rapide et commence à atteindre une certaine maturité, ***Finance for Tomorrow* promeut le développement et l'innovation de véhicules financiers intégrant à la fois des objectifs environnementaux et sociaux.**

Cette démarche concerne l'ensemble des classes d'actifs : Fixed Income, Public Equity, Private Equity, actifs réels... Ainsi, la question des territoires et des communautés est au centre des enjeux de la Transition Juste. Des innovations financières telles que les prêts verts distribués par la Banque Postale illustrent comment les acteurs financiers peuvent favoriser développement des territoires. **L'innovation sur ce sujet repose aussi sur le développement d'indicateurs qui permettent aux investisseurs de se fixer des objectifs et de mesurer leur impact.** Des indicateurs thématiques comme le score de biodiversité ou des données relatives au marché de l'emploi pourraient constituer le point de départ d'une stratégie de transition juste mettant l'accent sur le développement des territoires.

Si chaque investisseur doit mener sa réflexion sur le sujet et élaborer sa propre méthodologie, nous avons dans ce rapport présenté des exemples d'indicateurs et d'outils déjà mobilisés par les institutions financières. *Finance for Tomorrow* entend s'appuyer sur les acteurs qui innovent pour diffuser les meilleures pratiques.

ENCOURAGER LE DIALOGUE ENTRE ENTREPRISES ET INVESTISSEURS SUR CE SUJET

Les entreprises, par leur choix d'implantation et les services qu'elles proposent, participent à la vie et au développement des territoires. Ainsi l'engagement auprès des entreprises peut constituer un moyen utile pour les détenteurs et gestionnaires d'actifs de définir les attentes des investisseurs en matière de transition juste. **Les investisseurs peuvent ainsi inciter les entreprises à intégrer la question du territoire et des communautés dans leur stratégie.** L'engagement peut s'exercer par différents moyens : dialogue régulier avec la direction, envoi de courriers aux conseils d'administration des entreprises, vote des résolutions des actionnaires, etc.

C'est précisément l'objectif de la coalition d'investisseurs sur la transition juste de *Finance for Tomorrow* «Investors for a just transition» lancée en amont de la COP26. En fournissant aux investisseurs une plateforme d'engagement collaborative, cette coalition contribue à trois objectifs distincts :

- Encourager les entreprises à intégrer la transition juste dans leur stratégie ESG en maintenant un dialogue permanent avec elles ;
- Promouvoir les bonnes pratiques dans les secteurs les plus touchés par la transition vers une économie bas-carbone ;
- Faciliter la collaboration entre les investisseurs et les principaux émetteurs.

De la même manière, les membres de *Finance for Tomorrow* élaborent un socle d'expertise au sein de groupes de travail dédiés, organisent des événements conjoints et participent à des travaux collaboratifs pour mettre en valeur le leadership de la Place financière de Paris sur le thème des territoires et communautés dans la transition juste.

PROMOUVOIR LE DIALOGUE AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES AINSI QUE LES SYNERGIES ENTRE LES SECTEURS PUBLICS ET PRIVÉS

Les collectivités locales sont un acteur incontournable du développement des territoires. Si elles ont les connaissances et l'expérience, il leur manque souvent les moyens pour réaliser les investissements qui leur sont indispensables. Les secteurs public et privé ont donc un rôle complémentaire à jouer pour le développement des territoires et communautés.

La Place financière de Paris encourage le dialogue entre acteurs financiers et collectivités locales pour identifier les besoins des communautés et porter des projets qui sont soutenus localement.

Les collectivités locales font face à davantage de difficultés que les Etats pour accéder aux financements privés. Pourtant de nombreux projets locaux sont rentables et n'ont pas vocation à être financés par subventions. Les acteurs privés peuvent donc s'associer aux acteurs locaux dans le cadre de partenariats entre le public et le privé ou via des mécanismes de bundling (regroupement de créances locales en un véhicule unique) par exemple. *Finance for Tomorrow* encourage ces modes de financement associant public et privé qui assurent que les projets de transition soient portés localement tout en bénéficiant des ressources nécessaires.

En conclusion, pour que la transition qui s'annonce soit juste, il faut qu'elle profite à tous les territoires et soit choisie par le plus grand nombre. Aujourd'hui la question de l'impact territorial de la transition est mis en avant notamment par l'Union européenne. *Finance for Tomorrow* encourage les acteurs financiers à saisir cette occasion pour engager une réflexion sur l'impact territorial de leurs investissements. **C'est cette mobilisation conjointe du public et privé qui doit créer les opportunités de croissance durable nécessaires aux communautés impactées par la transition.** Si les indicateurs et outils sont encore peu développés, la Place financière de Paris vise à identifier les obstacles existants et à mobiliser les acteurs financiers dès aujourd'hui afin de rendre la transition la plus juste possible pour toutes les communautés.



[FINANCEFORTOMORROW.COM](https://www.financefortomorrow.com)

Ce document a été réalisé dans le cadre de la Taskforce Transition Juste et solidaire sous le pilotage de Jean-Jacques Barberis (Vice-Président de *Finance for Tomorrow*, Directeur du Coverage Institutionnel et Corporate et membre du comité exécutif d'Amundi) et Pauline Becquey (Directrice générale de *Finance for Tomorrow*) avec l'appui de Joan Elbaz, Théophile Pouget-Abadie, Nathan Breen (Chargés d'affaires solutions investissement chez Amundi) et Pierre-Alix Binet (Responsable du développement et des relations institutionnelles chez *Finance for Tomorrow*).

Ce document a été réalisé en collaboration avec La Banque Postale avec l'appui d'Adrienne Horel-Pagès (Directrice de l'Engagement citoyen), Alix Perrette (Chargée de mission) et Charles Nicolas (Directeur chez Little Wing).

FINANCE FOR TOMORROW

Finance for Tomorrow est la branche de Paris EUROPLACE lancée en juin 2017 pour faire de la finance verte et durable un élément moteur du développement de la Place de Paris et la positionner en centre financier de référence sur ces enjeux. Les près de 80 membres et observateurs de *Finance for Tomorrow* s'engagent dans une charte commune à contribuer à réorienter les flux financiers vers une économie bas-carbone et inclusive, en cohérence avec l'Accord de Paris et les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'ONU. *Finance for Tomorrow* est présidée par Thierry Déau, Président Directeur général et fondateur de Meridiam.

CONTACT

Pierre-Alix Binet

Responsable du développement et
des relations institutionnelles

pa.binet@financefortomorrow.com